

Recherches sociographiques



Commentaire

Jorged Niosi

Volume 26, Number 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056167ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056167ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Niosi, J. (1985). Commentaire. *Recherches sociographiques*, 26(3), 399–404.
<https://doi.org/10.7202/056167ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

COMMENTAIRE *

Je voudrais d'abord souligner deux constantes qui me semblent absolument cruciales dans l'évolution du discours économique sur la société québécoise. La première, c'est le double phénomène, à la fois d'éclatement des analyses économiques au sein des différents départements de sciences sociales, histoire, sociologie et, particulièrement, science politique ; et, à l'intérieur même de cet éclatement, l'isolement partiel, et même assez important, des économistes par rapport aux historiens, sociologues ou politicologues qui travaillent sur l'économie. Quand Fernand Ouellet dit qu'il y a convergence des études en sciences sociales — il a mentionné l'économie, l'histoire, la science politique, la sociologie — je répondrais que, si convergence il y a, celle-ci est due principalement au fait que les historiens, les sociologues et les politicologues font — heureusement — de plus en plus d'économique. Mais l'isolement des économistes reste, à mon avis, assez remarquable. Ceci s'explique par un problème épistémologique fondamental : le paradigme majoritaire dans la plupart, sinon dans la totalité des départements d'économique, c'est le paradigme néo-classique. Ici, je dois tout de suite exclure l'École des hautes études commerciales ; mais pour ce qui est de l'Université du Québec, de l'Université de Montréal et de l'Université Laval, le paradigme néo-classique est roi et maître. Or, ce qui caractérise ce paradigme, ce sont au moins trois dimensions qui, justement, l'éloignent des autres sciences sociales. Premièrement, dans le paradigme néo-classique, l'histoire n'existe pas ; par conséquent, les économistes ne sont pas portés à tenir compte de la profondeur historique des phénomènes qu'ils étudient, des transformations qui ont eu lieu dans la société québécoise. Deuxième dimension : le paradigme néo-classique est asociologique, parce qu'il adopte l'individualisme méthodologique comme présupposé de base. Ainsi, la société est composée d'un ensemble d'individus qui se comportent tous comme Robinson Crusoe, chacun essayant de maximiser ses utilités et satisfactions de façon tout à fait individuelle. Et, évidemment, les classes sociales, les syndicats, les associations patronales, les partis politiques, les sociétés d'État ou autres choses semblables ont, dans les travaux de ces économistes, très peu d'intérêt, si ce n'est pour souligner qu'ils encombrant la fluidité du marché du travail ou du comportement des multiples sociétés ou entreprises qui, comme tout le monde le sait, sont « en concurrence pure et parfaite ». Tout ceci éloigne les économistes de la réalité et les rapproche, comme Gilles Paquet l'a très bien dit, des modèles

* Transcription de l'intervention au colloque.

mathématiques. Si, par exemple, vous parcourez la *Revue canadienne d'économie* et que vous n'avez pas au moins un baccalauréat en mathématiques, vous n'y comprendrez probablement pas grand'chose. Le pire, c'est que si vous faites un grand effort pour comprendre, vous allez constater que, sur le plan théorique et sur le plan de la réalité, la chose ne présente que très peu d'intérêt (bien qu'elle puisse éventuellement en présenter pour les spécialistes en mathématiques). Finalement, ce qui éloigne l'économie néo-classique des autres sciences sociales, c'est son caractère apolitique : l'État n'existe pas. Dans le meilleur des cas — je cite comme exemple un ouvrage de Jean-Luc Migué, *Le nationalisme au Canada : perspectives économiques* — on en parle pour dire qu'il est une nuisance : le meilleur État, c'est le moindre État ; moins il y a d'État, mieux c'est ! Et, évidemment, les sociologues, historiens ou politicologues ne partagent pas ce point de vue. Tout le monde constate que, dans les sociétés contemporaines, l'État est de plus en plus important, et on doit prendre en considération les phénomènes politiques, tels le financement des partis, le personnel politique, etc. En somme, ce paradigme néo-classique, avec ses modèles hautement formalisés de concurrence parfaite — ou imparfaite, chez les économistes hétérodoxes... — ou avec toutes ses variantes, ne rapproche pas l'économie de l'histoire, de la sociologie et de la science politique. C'est grâce à cet isolement que le paradigme néo-classique a imposé aux économistes que les historiens, les sociologues et les politicologues ont pu — puisque 90% de la réalité économique n'était pas étudiée — se lancer, pour notre plus grand bien, dans l'étude de toutes sortes de phénomènes tels que l'histoire de l'industrialisation, ou l'histoire urbaine, l'analyse du contrôle des grandes sociétés, de la concentration économique, des multinationales, des sociétés d'État, etc.

C'est donc entre historiens, sociologues et politicologues qu'il y a effectivement échange, dans la mesure où les uns et les autres se découvrent un certain nombre de champs communs, et peuvent ainsi dialoguer. On n'a qu'à observer les équipes de recherche interdisciplinaires dans nos universités, et on constate que neuf fois sur dix aucun économiste n'est présent. Et j'ai l'impression que la composition de cette salle reflète très bien cette situation : parmi les quelque cinquante personnes présentes ici, nous n'avons, à ma connaissance, qu'un seul économiste « pur » ; les trois autres sont socio-économiste ou historien-économiste — ils ne peuvent aucunement se qualifier comme de purs économistes. Si le paradigme néo-classique est dominant en économie, les autres sciences humaines ont également leurs paradigmes : soulignons l'influence de l'École des *Annales* en histoire, et celle du marxisme en sociologie et en science politique. Ces écoles de pensée ont favorisé l'éclosion des études interdisciplinaires et cet éclatement en différentes directions qui, à mon avis, ont été extrêmement salutaires.

La deuxième constante que je voulais souligner — Gilles Paquet et Arnaud Sales en ont tous deux fait mention — c'est l'éclosion des études économiques

depuis 1960 ou 1965. Ce phénomène est dû à différents facteurs : nombre extraordinaire de nouveaux postes de professeurs universitaires dans le domaine ; embauche massive d'économistes, de socio-économistes ou d'économistes politiques dans les différents ministères et agences gouvernementales ; développement — Arnaud Sales l'a très bien dit — d'un appareil statistique de collecte de données qui permet de sortir des grandes théories et d'appréhender un petit peu plus la réalité ; formation plus poussée et plus spécialisée des économistes, historiens, sociologues ou politicologues économistes.

Ici, je dois mentionner de façon particulière un endroit où il s'est fait des recherches en économie qui ont un intérêt certain pour les chercheurs des autres disciplines : il s'agit, évidemment, de l'École des hautes études commerciales, qui n'a pas perdu ou abandonné la tradition qui était la sienne, soit celle d'études globalisantes et proches de la réalité. Je cite trois noms : Bernard Bonin et ses études sur les investissements étrangers ; Louise Séguin-Dulude et ses études sur l'économie de la technologie ; et Carmine Nappi qui a travaillé sur le commerce international. En lisant leurs travaux, n'importe qui d'entre nous pourra constater qu'on y parle de réalités concrètes et avec une documentation extrêmement fouillée, et qu'il s'agit là d'études de très grande envergure. Par contre, en ce qui concerne la « vraie » économique (ou l'Économique avec un E majuscule), j'ai tendance, tout comme Gilles Paquet, à la considérer comme étant beaucoup plus éloignée des réalités, même beaucoup moins intéressée à la réalité : pour citer un économiste tout à fait hétérodoxe qui s'appelle Arghiri Emmanuel, je dirais que, lorsque la réalité ne se comporte pas selon les modèles des économistes, ceux-ci décident d'abandonner celle-là à son triste sort et de se cantonner dans leurs théories.

Le texte de Paquet partage à peu près à 99% ce que j'ai dit : il y a énormément d'éclatement ; en ce qui concerne le maelström actuel en science économique, il y a ce conservatisme et ce refuge dans les modèles et les grandes théories qui, évidemment, sont toujours plus intéressantes que la réalité. Mais, en reprenant certains propos d'Arnaud Sales, je voudrais souligner que les différents changements décrits par Paquet ne sont pas indépendants de la vie politique. Si les économistes des années soixante parlaient de modernisation, de planification, d'aménagement urbain et régional, etc., c'était parce qu'il y avait la Révolution tranquille. Tandis qu'aujourd'hui, les économies gouvernées par la politique keynésienne on fait faillite. Les tentatives des banques centrales de réguler la quantité de monnaie dans un pays alors que des banques multinationales y font entrer et sortir des milliards de dollars à coup de télex, ça rend l'économie keynésienne un petit peu moins crédible. Et, lorsqu'il y a stagflation, *i.e.* chômage et inflation à la fois, le crédo keynésien, on n'y croit plus ! Sans compter que, comme tout le monde le sait, les grandes sociétés payant très peu d'impôts, le fardeau fiscal ne retombe pas tout à fait sur les épaules de ceux que Keynes avait prévus... Alors, les économistes

sont revenus en arrière : ils « avancent » rapidement vers le XIX^e siècle et ils croient que l'économie de marché, livrée à elle-même, va résoudre tous les problèmes économiques. On voit actuellement plusieurs tentatives en ce sens, par exemple, en Colombie-Britannique, où le taux de chômage est déjà rendu à 15% environ, ou en Grande-Bretagne, où il frise les 14%, ou dans les pays du Cône-Sud qui, ayant perdu la plupart de leurs appareils industriels, sont tous au bord de la faillite. Cette nouvelle tendance est liée, bien sûr, à l'inefficacité de l'économie keynésienne, mais aussi à l'émergence de nouvelles forces sociales. Je dirais même que cette résurgence du monétarisme, du conservatisme en économie, s'explique à la fois par la crise de l'État keynésien, l'État-providence, et par la place de plus en plus croissante que prend actuellement un système financier très puissant, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Voyez les ministres qui sont nommés au Conseil du trésor ou au Ministère des finances, que ce soit au Canada ou aux États-Unis : tout ce monde-là vient des Banques ! La montée du secteur financier, du point de vue du pouvoir socio-économique, est assez importante. Ici, je rejoins un peu ce que disait Sales : les changements dans les intérêts des chercheurs ne sont pas du tout séparés des changements politiques et sociaux.

J'ajouterai une petite remarque concernant les propos de Gilles Paquet : je partage entièrement son point de vue lorsqu'il dit que, s'il est vrai que les historiens, sociologues ou politicologues se sont emparés de beaucoup de secteurs de recherche abandonnés par les économistes, le contrôle de la qualité, chez les envahisseurs, s'est parfois fait un peu moins serré. En d'autres termes, les économistes ne savent pas très bien de quoi ils parlent mais ils le font de façon très formalisée ; alors que les autres s'attaquent aux vrais problèmes, mais avec un appareillage méthodologique et statistique très souvent déficient, et en substituant le discours à l'analyse scientifique rigoureuse au sens classique du terme, avec définition des concepts, hypothèses, enquête, vérification, etc.

Arnaud Sales, pour sa part, a fait l'inventaire de ce qui se joue aux frontières, là où les barbares ont fait le siège de la citadelle inexpugnable des économistes. J'ai trouvé deux ou trois points problématiques dans son exposé, qui mériteraient une discussion supplémentaire. Il a souligné que, malgré l'éclatement, il y avait convergence dans un certain nombre de travaux. De mon côté, je vois beaucoup plus d'éclatement que de convergences. J'ai l'impression que, dans tout ce qui est histoire économique, sociologie économique, économie politique ou économique tout court, l'éclatement est la norme, la convergence l'exception. En outre, j'ai de la difficulté à croire, comme l'affirme Sales, que le travail des économistes est devenu très ponctuel et que les préoccupations techniques y soient prédominantes. Je crois plutôt qu'il y a, dans les travaux d'un certain nombre d'économistes — comme Jean-Luc Migué ou Léon Courville, pour ne pas les nommer — un objectif politique très précis, voire déclaré. Par exemple, le texte de Jean-Luc Migué que j'ai cité plus haut est une

charge à fond de train contre toutes les politiques nationalistes que les libéraux fédéraux ont appliquées depuis 1968, et le gouvernement du Québec depuis la Révolution tranquille. Évidemment, l'ouvrage est écrit dans un langage qui a quelque prétention scientifique, mais c'est de la haute politique et on devrait le classer comme tel dans les rayons des bibliothèques et des librairies. Et pour les travaux de Léon Courville, c'est exactement la même chose ! Ça me fait penser à Milton Freidman qui se rend en Colombie-Britannique pour dire que c'est là qu'on fait de la vraie économie ; ou au Chili, où il va saluer Pinochet ; ou en Uruguay, toujours pour dire : « Vous faites de la vraie économie. Peu importe que vous ayez 20% de chômage, c'est une petite question temporelle. Attendez que le marché revienne à la concurrence pure et parfaite et ce sera le bonheur ! » Ces gens-là, ce sont des gourous ! Et ce sont eux qui obtiennent les prix Nobel d'économie depuis quelques années ; Chicago a le quasi-monopole des prix Nobel d'économie ! Et, chez nous, la plupart des gens des départements de science économique — j'exclus ceux des H.É.C. qui sont autrement plus sérieux — font absolument de la politique. Les préoccupations techniques sont, à mon avis, secondaires.

Troisième point que je voulais souligner : dans la conclusion de son exposé, Arnaud Sales affirme que la modernisation est finie, qu'elle a été réussie. De quelle modernisation parle-t-on ? Comme vous le savez, au Québec, une bonne partie des emplois manufacturiers se situent dans des secteurs en voie de déclin : vêtements, textile, chaussure, bonneterie, meubles, etc. On a beau faire des discours sur la haute technologie, il ne semble pas — si on consulte les recensements industriels — que ces industries aient pris le virage.

En somme, j'aurais voulu entendre parler davantage, dans les exposés de Paquet et de Sales, de l'économiste comme idéologue. Les économistes ont ceci de particulier qui les distingue des autres chercheurs en sciences sociales : ils croient dur comme fer qu'ils pratiquent une science pure, ou à peu près. Alors que j'aurais tendance à dire que l'économique est non seulement une science sociale parmi d'autres, mais qu'elle se débat dans des problèmes plus graves : si vous faites — comme l'ont fait Arnaud Sales et Gilles Paquet — l'inventaire des thèmes que les économistes ont abordés depuis 1960, vous vous rendez compte qu'ils sont très près du pouvoir politique, et que leur tâche consiste, soit à justifier le *statu quo*, soit à pousser les tendances définies par les différents pouvoirs politiques, qu'il s'agisse de la modernisation réclamée par l'État au début des années soixante, ou de l'attaque contre l'État-providence, qui provient des banques et du secteur financier en général. Les économistes sont plus idéologues qu'ils ne le croient ; c'est à nous, historiens, sociologues et politicologues, de le démontrer.

Depuis 1980, l'économiste ne résiste pas à la nouvelle mode conservatrice et anti-étatiste. Toutefois, je ne crois pas que ce soit les économistes qui aient lancé cette vague. Je ne crois pas en fait que les intellectuels soient les maîtres

dans la société. Je dirais plutôt que ceux qui décident vraiment vont chercher, dans la panoplie des produits intellectuels générés dans le monde universitaire, ceux qui font leur affaire, tout en censurant plus ou moins volontairement ou involontairement les autres. Évidemment, dans cette nouvelle vague que nous connaissons actuellement, les idées anti-étatistes qui en appellent à la main invisible — que nous, historiens, sociologues, politicologues, connaissons assez bien d'ailleurs — pour organiser l'économie ont le haut du pavé. Là-dessus, je lance ma dernière petite flèche à Paquet : je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il dit que le discours dominant en science économique n'est, en fait, dominant que chez les économistes. Je suis désolé mais ce discours est dominant, non seulement pour eux mais pour nous tous : le cabinet Mulroney est essentiellement composé d'économistes de droite qui, par hasard, proviennent du secteur financier. Donc, ces économistes ne sont pas dominants seulement dans les bibliothèques ; ils sont dominants dans le monde politique parce qu'il s'agit là d'intellectuels qui font le jeu de ceux qui nous gouvernent.

Jorge Niosi

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*